

Le lourd tribut payé pour les élections au Burundi

@rib News, 10/12/2019 Source Human Rights Watch Publié dans Mail & Guardian Lorsqu'un agriculteur de la province du nord du Burundi affecté par la sécheresse est vu demander de donner sept kilogrammes de haricots et de maïs des membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, il a été stupéfait. « Pourquoi nous prennent-ils nos ressources alors que c'est nous qui avons besoin d'aide ? », a-t-il dit.

Le Burundi a l'un des taux de malnutrition chronique les plus élevés au monde et 70% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Mais cet agriculteur, qui a cinq enfants dont l'aîné est âgé de 13 ans, a affirmé qu'il n'a pas le choix : « Nous sommes obligés de faire ces contributions de vivres, même si cela veut dire qu'il ne nous reste plus assez pour nous nourrir ou que nos enfants ne mangent pas leur faim. » La raison pour laquelle il a peur est simple. Les Imbonerakure, membres de la ligue des jeunes de sinistre réputation, agissent désormais comme les yeux et les oreilles du gouvernement sur presque chaque colline du pays. Leurs violentes extorsions de fonds inscrivent dans le contexte d'une crise politique qui ne cesse de s'aggraver et menace de faire les Accords d'Arusha, qui ont partagé le pouvoir entre ethnies et permis de mettre fin à des années de conflit qui a fait environ 300 000 morts. La communauté régionale, dirigée par l'Afrique du Sud, a joué un rôle clé dans la conclusion de cet accord. Alors qu'à Pretoria s'apprête à prendre la présidence de l'Union africaine l'an prochain et que des élections sont prévues dans six mois, le moment est venu de redoubler d'efforts afin de résoudre cette crise. En décembre 2017, le gouvernement burundais a instauré les contributions financières « volontaires » en vue de l'élection présidentielle de 2020, après que des bailleurs de fonds eurent suspendu leurs financements. Human Rights Watch a documenté des abus généralisés des droits humains par les membres des Imbonerakure et par les administrateurs locaux associés à la collecte de l'argent, ainsi que l'absence de transparence concernant son utilisation. « Ils viennent avec des gourdin et des barres de métal. Ils vous donnent un reçu, dont vous avez besoin pour franchir les barrages qu'ils installent sur les routes menant aux champs », a affirmé cet agriculteur. « Sans ce reçu, vous ne pouvez pas accéder au marché ou vendre vos produits frais. Vous ne pouvez même pas demander un certificat de mariage ou de naissance à l'administration de la commune, si vous n'avez pas payé. » Les contributions électorales ont ouvert la porte à des collectes forcés, par exemple de nourriture ou de bétail, au bénéfice du parti au pouvoir, de responsables gouvernementaux en visite et de célébrations nationales « ou sous prétexte de porter assistance aux « pauvres et vulnérables ». Plus de 20 personnes ont également affirmé à Human Rights Watch qu'elles avaient été contraintes d'accomplir du travail forcé pour la construction des bureaux locaux du parti au pouvoir. L'agriculteur de la province de Kirundo n'est que l'un des nombreux témoins et victimes avec lesquels l'organisation s'est récemment entretenue. Les membres des Imbonerakure ont exercé de violentes représailles, notamment des passages à tabac et des arrestations, contre les Burundais qui n'obtempèrent pas sont appelés « igipinga », expression péjorative en kirundi désignant quelqu'un qui ne soutient pas le parti au pouvoir. Le Burundi est plongé dans une crise politique, humanitaire et des droits humains qui se prolonge depuis 2015 et qui a commencé par des tentatives d'étouffer l'opposition la décision du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat controversé la tête de l'état. Depuis les organisations de la société civile locales ont documenté comment les forces de sécurité et les membres des Imbonerakure ont tué, violé, torturé, passé à tabac, emprisonné, menacé et harcelé des milliers de personnes. Dans certains cas, le simple fait de ne pas être membre du parti au pouvoir suffisait pour provoquer des violences. Extorquer de la nourriture et de l'argent à des citoyens qui, souvent, ne peuvent pas s'en passer n'est pas nouveau au Burundi. Depuis la guerre civile, les groupes rebelles exigeaient des contributions financières et en nature pour soutenir leurs efforts de guerre. Maintenant, les responsables locaux et les membres des Imbonerakure ont érigé des barrages routiers et interdit l'accès à la nourriture, à l'eau, aux soins médicaux et à l'éducation afin de forcer les gens à verser. Il incombe aux gouvernements de fournir les services de base et le droit international leur interdit de le faire de manière arbitraire ou à partir de critères politiques. Mais au Burundi, le soutien de l'état est de plus en plus basé sur l'affiliation politique, même lors d'une crise d'insécurité alimentaire généralisée et une épidémie de choléra. Des millions de Burundais ont contracté le paludisme et plus de 2 800 en sont morts. Les efforts régionaux et internationaux pour mettre fin à la crise des droits humains au Burundi sont dans l'impasse. Tandis que les jeunes du parti au pouvoir tiennent la population en otage, les autorités crient sur les toits que le pays est en paix, une affirmation facilitée par le peu de surveillance du reste du monde. Le gouvernement burundais a fermé le bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en février et a refusé l'accès au territoire national à une commission de l'ONU chargée de documenter les violations des droits humains, y compris des crimes contre l'humanité. Alors que l'Afrique du Sud s'apprête à prendre la tête de l'UA, le président Cyril Ramaphosa devrait remettre son pays aux efforts visant à éviter une escalade de la crise au Burundi. Tout d'abord, les observateurs des droits humains de l'UA devraient être envoyés au Burundi le plus tôt possible et devraient réclamer un accès sans réserve afin de surveiller la situation, y compris dans les zones rurales du pays, où beaucoup de ces abus sont commis loin des regards. Ramaphosa devrait travailler de concert avec d'autres dirigeants africains et faire savoir clairement qu'il y aura de graves conséquences si les dirigeants du Burundi ne contiennent pas les Imbonerakure et ne mettent pas fin à leurs actes violents d'extorsion et à la répression politique. Lewis Mudge Directeur, Afrique centrale LIRE L'INTEGRALITÉ DU RAPPORT DE HRW